

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

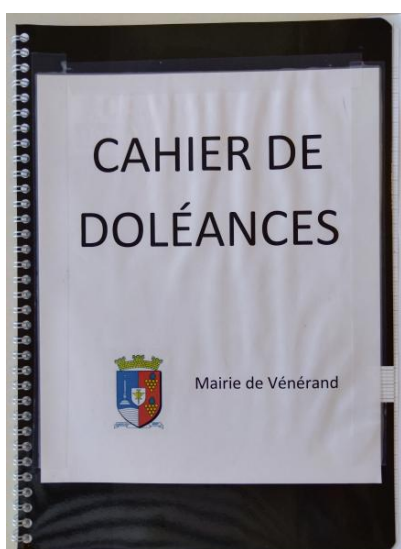
par Marie-Anne Chabin, 2026

Vénérand

code INSEE : 17462

762 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W425) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, noir, 100 p.

Couverture : rectangle de papier blanc avec « Cahier de doléances », armoiries et nom de la commune scotché.

Clôturé le 20 février 2019.

5 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Toutes personnes qui travaillent ou ont travaillé, qui cotisent ou ont cotisé doivent bénéficier de salaires ou pensions leurs permettant de vivre dignement.

Indexation automatique des retraites sur le coût de la vie

Revoir l'impôt sur le revenu, qu'il soit plus équitable et qu'il ne soit plus supporté par moins de 50% de la population.

Toute personne née française devra payer l'impôt même si celle-ci demeure à l'étranger.

Remplacement peut être de l'impôt sur le revenu par une taxe équitable sur tous les revenus prélevée à la source.

Suppression des taxes carbone sur l'essence dans l'attente d'un plan climat dont le financement sera approuvé par le peuple.

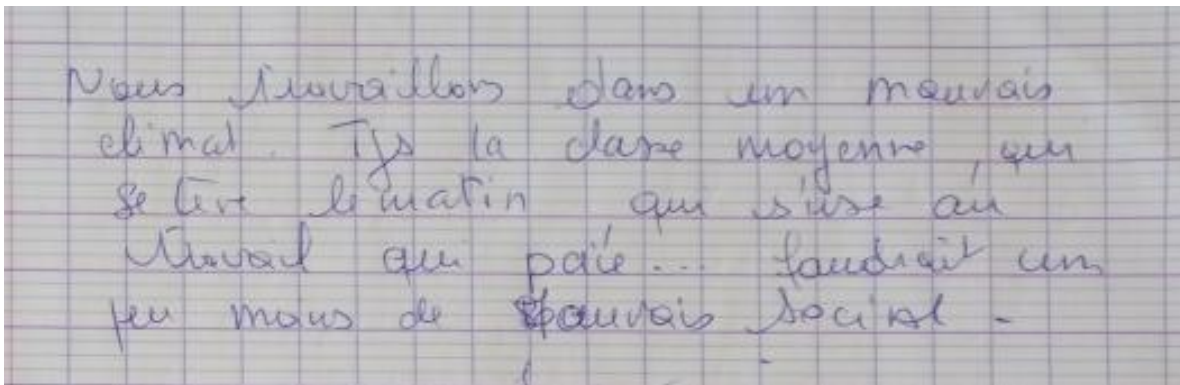
Retour de ISF

Taxes d'habitations pour revenus supérieur à 5000€ pour un célibataire.

Revoir la rémunération et avantages de tous nos élites et nos élus, et les présidents du CAC 40.

(Le président de Renault gagne 45000€/jour soit 3 années de SMIC en 1 JOURS. CHERCHEZ L'ERREUR!!)

Création de la 6ème république



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 8 lignes, 49 mots (homme)

Premières doléances :

- 1) Augmenter les retraites bloquées depuis plusieurs années.
- 2) Supprimer la hausse de la CSG pour tous les retraités.
- 3) Plus de justice sociale.
- 4) Suppression de la hausse du carburant.
- 5) Même justice pour tous et non selon que l'on soit puissant ou misérable.

M. [NOM], le 10.01.2019

[Signature]

2. Dactylographié (2 pages), 52 lignes, 511 mots

Toutes personnes qui travaillent ou ont travaillé, qui cotisent ou ont cotisé doivent bénéficier de salaires ou pensions leur permettant de vivre dignement.

Indexation automatique des retraites sur le coût de la vie.

Revoir l'impôt sur le revenu, qu'il soit plus équitable et qu'il ne soit plus supporté par moins de 50 % de la population.

Toute personne née française devra payer l'impôt même si celle-ci demeure à l'étranger.

Remplacement peut-être de l'impôt sur le revenu par une taxe équitable sur tous les revenus, prélevée à la source.

Suppression des taxes carbone sur l'essence dans l'attente d'un plan climat dont le financement sera approuvé par le peuple.

Retour de ISF.

Taxe d'habitation pour revenus supérieurs à 5000 € pour un célibataire.

Revoir la rémunération et avantages de toutes nos élites et nos élus, et les présidents du CAC 40.

(Le président de Renault gagne 45 000 €/jour soit 3 années de SMIC en 1 JOUR. CHERCHEZ L'ERREUR!!).

Création de la 6^{ème} République

Élection du président au suffrage universel pour une durée de 7 ans, 1 seul mandat.

Élection de nos députés au nombre de 377 à la place de 577 pour une durée de 5 ans.

Suppression du Sénat.

Modification de la Constitution ou changement de société uniquement par référendum, révocation de loi possible par référendum.

RIC.

Possibilité de révocation d'un élu.

Les anciens présidents peuvent bénéficier des avantages actuels que pour une durée de 5 ans, après, il redevient un citoyen lambda.

Modification des retraites des députés alignées pour les conditions au service des fonctionnaires.

Tous les députés qui à leur fin de mandat et âgés de moins de 62 ans, ne pouvant pas bénéficier d'une pension, peuvent bénéficier du chômage aux conditions d'un travailleur lambda. Suppression de la retraite de 1549,00 € pour un seul mandat de 5 ans.

Assemblée nationale qui soit représentative du vote des Français.

Prise en compte du vote blanc pour toutes élections y compris pour les référendums.

Revoir le mille-feuilles administratif (régions, départements, intercommunalités, communautés des communes, agglomérations urbaines, les communes, etc.).

JUSTICE

Justice identique pour tous, indépendante du pouvoir, des services, polices, gendarmerie, et du peuple.

Actuellement, tous les jours, nous voyons qu'elle n'est pas indépendante (affaire boxeur et commandant de police).

Écologie

Prévoir un plan écologique approuvé au suffrage universel et applicable sur une durée totale de 20 ans. Ce projet ne pourra être modifié que par le suffrage universel.

Avoir une vision à long terme, et prévoir ou anticiper tous les événements ou crises apportés par le changement climatique.

Immigrations

Toutes personnes étrangères autorisées à vivre en France, y compris ceux de la communauté européenne, doivent cotiser plusieurs années (3 à 5 ans) avant de pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les résidents français.

Immigration voulue et non subie.

Les personnes en résidence irrégulière ne peuvent percevoir aucune aides et avantages sociaux sauf nécessité absolue.

Mise en place avec l'ONU, un système universel permettant aux personnes déplacées de pouvoir vivre chez eux en toutes libertés et sécurités.

Instaurer peut-être une taxe sur toute transaction boursière pour pouvoir financer ce système universel.

M. [Nom Prénom]

[Signature]

3. Manuscrit, 5 lignes, 28 mots

Nous travaillons dans un mauvais climat. Toujours la classe moyenne qui se lève le matin, qui s'use au travail, qui paie... faudrait un peu moins de mauvais social.

[Signature]

4. Dactylographié (1 page agrafée), 39 lignes, 540 mots (femme)

LE GRAND DÉBAT

C'est indiscutable, une partie des Français ne finissent pas leur mois sans difficultés, nos services publics s'éloignent et se raréfient, la fracture numérique existe, on propose toujours des solutions étalonnées sur les standards des grandes métropoles oubliant les particularités des territoires et des hommes et nous sommes entrain de perdre la planète.

C'est en résumé ce qui nous agite depuis quelques semaines, et c'est indiscutable, il y a des mesures d'urgence à prendre à court terme face à certaines situations.

Mais, les réponses apportées à court terme, si indispensables soient-elles, doivent peut-être demeurer transitoires et ne pas se réclamer d'acquis pérennes sous peine de masquer les problèmes en amont ou même de rentrer en contradiction avec une véritable volonté de changement.

Le pouvoir d'achat diminue.

Pourquoi ne pas penser en termes de baisse des coûts des produits de base (pression sur les marges et le lobbying des grandes surfaces, rendre attractifs les circuits courts et paysans...) et surtout suppression des faux besoins inutiles et toxiques destinés à nous anesthésier, générés par les grands inventeurs et pollueurs internationaux que l'on connaît tous.

À terme, n'est-ce pas céder à un engrenage infernal que de conserver des emplois devenus inutiles, inventer des emplois factices aux seules fins de distribuer un salaire destiné à consommer des biens et produits au profit de ceux-là mêmes qui contribuent largement au délabrement de la planète et de ses humains ?

Il est bien possible qu'au regard de nos progrès technologiques nombre d'emplois disparaissent et c'est tant mieux du moins pour ceux qui sont pénibles et toxiques, il est par contre malhonnête de prétendre que ces nouvelles technologies créeront autant d'emplois qu'elles en détruisent et qui s'adresseront aux mêmes personnes.

Serait-il temps d'admettre que nous n'avons peut-être plus besoin de fournir autant d'heures de travail qu'hier ? Alors serait-il interdit de penser à un revenu universel financé par des prélèvements sur les quelques entreprises internationales qui sont à l'origine de la pollution de la planète et à l'origine de la création de nos besoins superflus et toxiques ?

Cela imposerait sûrement de piloter le navire dans des zones à haut risque et si une telle volonté ne peut émaner que du peuple elle doit être déléguée et conduite par des techniciens hautement performants ! D'autant que nos problèmes sont mondiaux et qu'il serait totalement illusoire que de s'essayer à les régler nationalement.

Mais dans un tel projet le défi le plus insurmontable se niche dans la vacuité : comment fait-on pour s'extraire de cette confortable obligation à travailler, définir nos valeurs en dehors de la référence au travail, définir le travail en dehors de la rémunération et l'homme en dehors de la consommation ? Après s'être nourris des bénéfices de ce qui nous tue, comment rendre impensable une nouvelle mouture destructrice ? Vaste utopie, certes, mais y penser peut amorcer le virage.

Et ma doléance dans tout cela, ce que l'on pourrait être en droit d'exiger maintenant ?

Que l'on arrête de faire peser sur le peuple le prix et la culpabilité de la destruction de la planète et qu'on lui donne par l'éducation les moyens de ne pas se rendre le complice involontaire de cette destruction.

Une citoyenne ordinaire de toute petite classe moyenne,

[Signature]

5. Dactylographié (4 pages et 1 pièce jointe), 70 lignes, 600 mots

ÉTAT

au PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

COMMENT FAIRE DES ÉCONOMIES ?

Déjà : STOP À LA MONARCHIE

À RÉFORMER

L'Élysée :

Le président

Rémunération maxi 10 000 €, le temps du mandat

Cahier de Vénérand

Après le quinquennat, c'est terminé

Pas de rémunération

Pas de personnel à sa disposition

Pas de véhicule et pas de frais divers (avion, train, etc.)

Pas de salaire, ni de personnel pour la femme du président, elle n'est pas ÉLUE par les citoyens !!!

Anciens présidents (4) leur retraite selon leurs diverses cotisations effectuées, avec un maxi de 7 500 €, sur la base demandée aux citoyens de 42 années.

Pas de salaire (actuellement 6 000 € !!! en plus)

Pas de voiture, ni de frais remboursés (avion, train, etc.)

Pas de garde du corps, ni personnel mis à leur disposition

Pas de bureau réglé par les impôts.

Conseil Constitutionnel : **BÉNÉVOLAT**

Ils sont déjà rémunérés dans d'autres espaces publics (bénévolat que tous les politiques demandent aux citoyens).

Le 1^{er} ministre et les anciens 1^{ers} ministres :

Idem que le et les présidents.

Réduire les frais de tous les ministères

ÉLYSÉE

MATIGNON

MINISTÈRES

Réduction des frais de fonctionnement (personnel, matériel, frais divers, réceptions, repas gastronomiques. transports avion, train, etc.)

CESE **À SUPPRIMER**

SÉNAT **À SUPPRIMER**

Sénateurs : Pour ceux en poste actuellement avant dissolution :

Retraite maxi 7 500 €, calculée comme pour les citoyens sur une base de 42 années.

Députés : Diminuer leur nombre à 100 maxi, ce jour, ils sont capables de voter des lois à moins de 50 dans l'hémicycle.

Rémunération 5 500 € si présence

Note de frais 2 000 € à justifier

Retraite maxi 7 500 €, calculée comme les citoyens sur une base de 42 années.

Pour tous les anciens politiques cités ci-dessus, retraite maxi à 62 ans : 7 500 €

Toutes les commissions créées **BÉNÉVOLAT**

Ce sont des femmes ou des hommes déjà rémunérés soit dans d'autres espaces publics ou avec une retraite (ex. M. TOUBON, Mme Jouanno, et bien d'autres !!!).

TERRITOIRE

Revoir sur tout le territoire, les doublons et donc les augmentations du nombre de politiques.

Régions Revoir la taille !!

Département **À SUPPRIMER**

Communauté urbaine (grandes villes)

Remplacement à venir des communes qui la composent !!!

Communes

Effectuer des jumelages.

Agglomérations

Prendre à l'avenir la gestion complète des communes en son sein.

CSG Augmentation de la CSG pour les retraités : **À SUPPRIMER**, sachant que les députés s'en sont exonérés

Cette CSG prévue par M. ROCARD pour ne durer que quelques années devrait être :
À SUPPRIMER

Sachant qu'une partie de la CSG est réglée 2 fois par l'imposition.

STOP Migration le coût énorme participe aussi à la dette, payée par les citoyens.

Achat d'hôtels pour les héberger, argent que l'État leur donne sans contrepartie !!!

Suppression du rapprochement familial non contrôlé. Pas de retraite sans cotisation !!

Trop de citoyens français actuellement sans emploi et qui vivent dans la rue !!!

LOI de 1905

Ne pas la modifier pour faire plaisir aux extrémistes islamiques (Frères musulmans, salafistes et autres...)

SUPPRESSION DE L'Aide médicale d'État (AME)

ÉCOLOGIE

La France n'est pas dans les plus mauvais (voir fiche jointe).

Arrêtez de faire peur au PEUPLE !!!!!!!

Carburant

Réduire les prix des carburants qui grèvent les revenus des citoyens qui ne peuvent pas faire autrement. **Maxi 1 € du litre, soit 6,55954 francs.**

Retour au 90 km/h au moins sur les anciennes nationales.

Plus de Vérité

Notamment dans les affaires de tous nos politiques.

Pas de politicien élu si déjà condamné !!!

Espérant que cette missive soit lue jusqu'au bout, et que certains de ces sujets soient étudiés.

[Signature]

[Pièce jointe donnant la liste des émissions de CO2 par pays pour 2016, d'après l'Agence internationale de l'énergie]

—

Clôture le 20 février 2019 avec cinq doléances.

Vénérand, le 20 février 2019

Le Maire

[Signature] [Tampon de la mairie]

[FIN]